La dette des pays riches atteindra 110 % du PIB en 2015

14/05/2010 à 19h30

A tous ceux qui n'ont pas compris avec la panique des marchés européens que la dette publique était devenue insupportable, le rapport *"Monitor fiscal"* que publie ce vendredi 14 mai le Fonds monétaire international (FMI) fera froid dans le dos.



Malgré une évidente amélioration de la conjoncture économique, les pays riches du G20 ont peu réduit leurs déficits et le fardeau de leur dette devrait représenter 110 % de leur produit intérieur brut en 2015 contre 91 % aujourd'hui et 73 % en 2007, au tout début de la crise.

Manifestement la Grèce ne sera plus une exception et les champions de cette vague de dettes sont sans conteste les États-Unis et le Royaume-Uni.

Le rapport souligne pour la première fois qu'un lien "*évident*" existe entre la dette et la croissance : "*Si celle-là ne revient pas en dessous de ses niveaux antérieurs, le potentiel de croissance des économies avancées s'en trouverait amputé chaque année de plus de 0,5 %, effet considérable quand il se*

prolonge d'année en année," notent les auteurs, qui s'inquiètent de l'effort à fournir pour revenir à un taux "normal" de 60 % dans des pays qui verront dans le même temps progresser de 4 ou 5 points de PIB leurs dépenses de retraite et de santé au cours des vingt prochaines années.

Baisses phénoménales des rentrées fiscales

Mission impossible ? Les pays émergents du G20 ont moins de crainte à avoir, car le FMI prédit qu'ils reviendront sans grande difficulté au niveau de dette souhaitable (40 %) et redresseront la barre à partir de 2011. Ils peuvent toutefois s'attendre à pâtir de taux d'intérêt élevés et des soubresauts budgétaires des pays riches.

> ***Le FMI contredit tous ceux qui ont accusé les plans de relance de l'économie d'être responsables de cette forte poussée de l'endettement public. Selon son rapport, ce sont les baisses phénoménales des rentrées fiscales dues à l'approfondissement de la crise à partir de 2011 qui ont creusé les trous budgétaires. Autrement dit, c'est le moins de recettes et non le surcroît de dépenses des pays du G20 qui a créé la montagne de dette publique qui fait trembler les marchés.***

On comprend pourquoi Dominique Strauss-Kahn, le directeur général du FMI, presse désormais le G20 d'agir, mais en termes diplomatiques. "*Il est maintenant urgent de commencer à mettre en place les mesures pour s'assurer que la hausse des déficits et des dettes résultant de la crise ne déboucheront pas sur des problèmes de viabilité budgétaire.*"

Le changement de ton est net par rapport au mois dernier, où le FMI demandait aux pays du G20 de ne pas arrêter trop tôt leurs plans de soutien économique. La Grèce aidant, l'assainissement est devenu prioritaire.

Le Monde